Agriculteur Charentais

Le média agricole et rural de Charente-Maritime

REUSSIR

N°2793 - Vendredi 15 février 2019 - 2,54 euros www.agriculteur-charentais.fr



Vallée de l'Arnoult: Transformer les exploitations pour préserver l'eau



Sur le marché international des semences, la France occupe une place de choix, alliant quantités proposées avec qualité soutenue. Mais les exigences sont fortes, tout comme les questions sociétales, auxquelles le GNIS espère répondre avec son plan de filière. Du côté de chez Terre Atlantique, qui produit ses semences à Aigrefeuille, la modernisation des locaux et des appareils est de mise pour accroître les parts de marché.

Pages 10 et 11

Viticulture Le choix de la vente en direct



Élections Chambres Tous les résultats des Les résultats des collèges

Caprins

ateliers en 2017

Page 6

Page 14







20 rue du G^{al} de Gaulle 86330 LA GRIMAUDIÈRE





L'Agriculteur Charentais - 15 février 2019

SEMENCES

Une filière « d'excellence française »

> Le GNIS a présenté à la station semences de Terre Atlantique à Aigrefeuille d'Aunis son activité de l'année écoulée, et notamment ses chiffres pour la région Poitou-Charentes.

es semis des cultures d'hiver, des blés aux orges, sont levés. Pour les semenciers, après un semestre à collecter, contrôler et conditionner les précieuses graines, février est le mois de l'accalmie. C'est précisément ce moment qu'a choisi le GNIS pour tenir sa conférence de presse à destination de l'ancienne région Poitou-Charentes; l'interprofession des semences et des plants l'organisait cette année sur le site de Terre Atlantique, à Aigrefeuille d'Aunis.

Le secteur des semences occupe une place de choix dans le système agricole français. « C'est une filière qu'on qualifie d'excellence française », rapporte Vincent Poupard, délégué régional Ouest du GNIS. Et les chiffres semblent l'approuver : la France est le premier pays producteur européen de semences, avec 360 000 ha dédiés à cette seule activité, et surtout le premier exportateur mondial sur les semences agricoles. Leur vente représentait 1,6 milliard d'euros sur les campagnes 2017/2018. Une somme édi-



Le GNIS travaille sur les semences de céréales, d'oléagineux, de légumes... Mais aussi, comme ici, de fleurs.

fiante, à rapprocher du chiffre d'affaires total de la filière sur ces mêmes années : 3,3 milliards d'euros. Les semenciers français exportent donc presqu'autant qu'ils fournissent les agriculteurs de l'Hexagone. La Russie et l'Ukraine notamment connaissent une forte demande pour des semences de qualité française, notamment en tournesol; une dynamique engagée depuis 3/4 ans, selon le GNIS, qui note aussi une baisse des demandes en maïs.

L'accès à l'eau est essentiel

Dans l'ancienne région Poitou-Charentes, le GNIS recense 18 378 hectares de « surfaces de multiplication », réparties entre 1027 agriculteurs-multiplicateurs, pour une valeur finale approchant les 28 M€. «La façade atlantique comporte des territoires propices au développement du tournesol semence », explique Vincent Poupard. Une situation qui arrange parfaitement Terre Atlantique, puisque la coopérative compte en faire l'une de ses spécialités (voir article ci-

contre). C'est en Charente-Maritime que la production de semences est la plus forte, grâce notamment à l'alimentation en eau fournie par l'irrigation. Le nord du département concentre les plus grandes surfaces, suivi par les vals de Boutonne, de Charente et de Seugne. À l'inverse, la Charente affiche des chiffres de production très bas, trois à quatre fois inférieurs aux autres départements poitevin-charentais. « Aujourd'hui, sans accès à l'eau, l'agriculteur ne peut pas avoir de contrat de production de semences », indique Vincent Poupard. La production charentaise pâtirait donc davantage des sécheresses répétées, plutôt que de la pression foncière viticole. En Deux-Sèvres, avec l'inauguration de la nouvelle station de semences de Deleplanque à l'automne 2018, la production pourrait prochainement repartir à la hausse après une légère baisse l'an passé. Enfin, dans la Vienne, Jouffray-Drillaud chercherait à diversifier son activité et à accentuer sa présence sur le marché des semences de luzerne.

KÉVIN BRANCALEONI

EN CHIFFRES

18615 agriculteurs-multiplicateurs (3812 pour le GNIS Ouest*) 73 entreprises de sélection (23 pour le GNIS Ouest) 255 usines de production (53 pour le GNIS Ouest)

*anciennes régions Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes

> L'interprofession, demandeuse d'évolutions législatives

L'arrêt rendu en juillet dernier par la Cour de justice de l'Union européenne rattache la transgénèse et toutes les NBT (« New Breeding Techniques », ou Nouvelles techniques de sélection végétale) à la directive UE de 2001 sur les OGM. Une situation qui dérange le GNIS. « Depuis 2001, la directive n'a pas évolué, contrairement aux techniques », remarque Vincent Poupard. « Ce n'est pas possible de travailler avec la définition de la CJUE », ajoute-t-il, estimant que cela va à l'encontre des velléités de transition agroécologique. « La filière française estime qu'il faudrait juger le produit fini plutôt que la technique utilisée. » Une position rappelant celle de Philippe Mauguin, directeur de l'INRA, qui déclarait dans un entretien à Agra en novembre dernier que ces téchniques, « incontournables dans la recherche », « peuvent être utiles dans certaines circonstances ».

COMMUNICATION

> Un « Mooc » ouvert au plus grand nombre

Selon Vincent Poupard, le monde des semences souffre d'un déficit de communication, auprès des agriculteurs mais aussi et surtout du grand public. « Pendant longtemps, le secteur des semences est resté opaque, avec une filière centrée sur elle-même, ce qui explique qu'elle soit méconnue aujourd'hui. On sait qu'un certain nombre de débats et d'interpellations sont dus à une méconnaissance du secteur. » Un problème qui pourrait bien avoir des répercussions sur l'avenir même de la production semencière française. « Notre filière a énormément de mal à recruter, avoue-t-il, aussi bien en recherche qu'en production. » Le GNIS veut donc faire connaître les semences, et va pour cela lancer un Mooc (Massive Open Online Course, ou formation en ligne ouverte à tous) intégralement gratuit. « C'est environ un an de travail », explique Vincent Poupard. La cible? « Ça va du novice à des gens déjà connaisseurs, il n'y a pas besoin de prérequis particuliers. » Intitulé « Semences végétales, quels enjeux pour notre avenir ? », il réunit selon l'interprofession « chercheurs et enseignants, agriculteurs, sélectionneurs, semenciers, jardiniers, distributeurs ». Ils répondront aux questions lors de la première session du Mooc, du 20 mars au 8 mai. Au 5 février, dix jours après son ouverture, le cours comptait déjà plus de 1000 inscrits.

Inscriptions ouvertes jusqu'au 3 mai 2019 Session de cours du 20 mars au 8 mai 2019

https://mooc-semences.agrocampus-ouest.fr nanithmet free phulter floor Laby with the s

Le GNIS défend son plan de filière



Dans le cadre des États généraux de l'Alimentation, il nous a fallu mettre en place un plan de filière », explique Vincent Poupard. Remis au ministère de l'Agriculture en décembre 2017, il tarde pourtant à se mettre en place. Le comité « Enjeux sociétaux », par exemple, devait être composé en juin 2018 pour une première réunion en décembre : mais les membres ne seront nommés que dans quelques semaines. La faute, selon Vincent Poupard, aux changements de statuts nécessaires pour créer cette instance consultative de dialogue avec les associations de consommateurs et les ONG. Elle

devrait se réunir avant la fin du 1er trimestre.

Outre la relation avec le « grand public », premier axe du plan, le GNIS veut aussi s'impliquer dans la transition agro-écologique. Selon Vincent Poupard, « ça a été l'occasion de mettre en place des actions pour lever un certain nombre de paradoxes sur lesquels nous avions été interpellés. » Le GNIS veut ainsi renforcer la production de semences biologiques, actuellement insuffisante sur le sol français. « L'objectif, c'est de renforcer l'offre pour arrêter les dérogations. » Actuellement, il lui est impossible de connaître les volumes requis par espèce, mais une demande est en cours pour obtenir ces informations.

Enfin, le GNIS a pour objectif de « protéger, enrichir et diffuser la biodiversité ». Cible de critiques sur sa gestion des variétés anciennes, l'interprofession travaille actuellement sur la création d'un fonds « pour le maintien des variétés du domaine public n'ayant plus de mainteneur ».

L'Agriculteur Charentais - 15 février 2019

Terre Atlantique veut se faire une place au soleil sur le marché des tournesols

> La coopérative angérienne ambitionne de devenir le deuxième sous-traitant en semences de tournesol. Pour y parvenir, elle mise sur de nouveaux investissements conséquents pour son site d'Aigrefeuille d'Aunis.

e vous méprenez pas : si Terre Atlantique est avant tout une coopérative grandes cultures, elle ne néglige pas pour autant ses activités semencières. Sur l'exercice clôturé présenté fin novembre lors de son AG à La Rochelle, le chiffre d'affaires de la production de semences s'élevait à 12 M€, soit 10 % du CA global. Un beau chiffre issu de l'unique station de semences de la coopérative, située à Aigrefeuille d'Aunis. « Nos productions de semences se trouvent particulièrement entre La Rochelle et Surgères », explique Patrick Beauvois, responsable de l'activité Semences chez Terre Atlantique, « mais aussi autour de Saint-Jean-d'Angély, le secteur du Marais poitevin et le sud des Deux-Sèvres ». En tout, 4300 ha de production de semences. « Ca représente 200 agriculteurs-multiplicateurs », indique-t-il. Ils



Patrick Beauvois, responsable de l'activité Semences chez Terre Atlantique, et Vincent Poupard, délégué régional Ouest du GNIS, sur le site d'Aigrefeuille (20 salariés permanents, jusqu'à 40 intérimaires).

fournissent la station en blés, maïs, tournesols... « Notre caractéristique, c'est d'être multi-espèces. »

6 à 12 sacs à la minute

Centre névralgique de la station, le labo de-contrôle analyse 7000 échantillons chaque année. Analyses protéiques, de qualité... De multiples données sont collectées, pour vérifier si elles

« Le cahier des correspondent bien aux charges des semenciers vateurs les est souvent supérieur à la range ou exstandards internationaux. réglementation. » « L'usine va Patrick Beauvois orienter le process

selon les résultats du labo, décrit Patrick Beauvois. C'est lui qui donne le rythme, et pas l'inverse. » Le travail de suivi commence dans les champs, tout au long de la saison, afin d'éviter les rejets. « On nous demande 800 m d'isolement, jusqu'à 1 km en tournesol ou en maïs. En général, on accepte toutes les parcelles, mais il peut exceptionnelle-

ment y en avoir une de refusée. » Une fois arrivés sur le site, les semences sont stockées par conteneurs, « tracés individuellement », selon Patrick Beauvois. Ils s'empilent dans les hangars de la station,

où le ballet des chariots-élétrait selon les besoins. Dans les hauteurs du hangar, des ma-

chines de précision sont à l'œuvre, comme un trieur optique acquis il y a une dizaine d'années. « Ces appareils ont permis de gagner en qualité », assure le responsable de l'activité Semences. Dernière étape des semences, avant l'expédition : le conditionnement, assuré par une machine capable d'imprimer, de remplir et de sortir 6 à 12 sacs à la minute. « À chaque changement de variété, il y en a pour six heures de nettoyage... »

« Notre région intéresse beaucoup les semenciers »

Une culture retient particulièrement l'attention de Terre Atlantique : le tournesol. La coopérative veut devenir le deuxième prestataire de service (ou sous-traitant) français sur le marché de la semence de tournesol. « Notre région intéresse beaucoup les semenciers », explique Patrick Beauvois. Pour parvenir à atteindre cet objectif, la coopérative compte déployer des investissements conséquents, qui seront intégrés dans la démarche « L'Usine du futur » pilotée par la région Nouvelle-Aquitaine. « Nos outils vieillissent, constate Patrick Beauvois. Il faut les changer pour rester performants. Nous sommes sur un projet d'agrandissement pour avoir des fosses de réception de plus grand débit et des espaces de stockage dans le même esprit. » Le suivi devrait également être informatisé « dès la réception ». La construction d'un bâtiment destiné à accueillir une nouvelle ligne de triage avec trieur optique a déjà débuté sur le site, où les travaux se poursuivront jusqu'en 2021. Ces nouveaux locaux seront dédiés exclusivement aux semences « hybrides » (variétés de tournesols ou de maïs). Au total, le montant des investissements devrait s'élever à 4,5 M€.

KÉVIN BRANCALEONI



Les travaux de construction d'un bâtiment destiné à accueillir une nouvelle ligne de triage pour semences hybrides ont déjà débuté.



Une journée Portes ouvertes devrait être organisée à la station d'Aigrefeuille d'Aunis fin mai, pour permettre au grand public de découvrir la station de semences... et l'activité semencière.

